

Des vies volées

Nicolas Duvoux

Des vies volées

De la dépossession
à la participation



Ce livre ne peut être reproduit ni utilisé à des fins
d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle.
La fouille de textes et de données est interdite
conformément à l'article 4(3) de la Directive (UE) 2019/790.

ISBN 978-2-13-089820-7

Dépôt légal – 1^{re} édition : 2026, octobre

© Presses Universitaires de France, 2026
5, allée de la 2^e DB, 75015 Paris

Je dédie ce livre aux membres passés
et actuels du CNLE, acteurs et actrices
d'une institution qui, par son attention
aux discriminations, inégalités
et atteintes ordinaires à la dignité,
ainsi que son souci de l'universalité
de la protection sociale, de la protection
et de l'extension des droits, fait honneur
à la République et notamment aux membres
du 5^e collège dit des « personnes concernées ».

Ces personnes sont détentrices d'un savoir
précieux et indispensable pour faire vivre
les valeurs d'égale liberté et de fraternité.

Par leur engagement et leurs revendications
de justice et de solidarité, elles sont, à mes yeux,
porteuses de ce que Léon Bourgeois
appelait « un sentiment unique et supérieur,
le sentiment social » et doivent, à ce titre,
être écoutées, et entendues.

Puisse cet ouvrage y contribuer.

« Dites-leur à eux, là-haut, que l'inflation nous tue à petit feu. C'est bizarre d'ailleurs, parce qu'avant que le prix de l'huile, des pâtes, de tout en fait n'augmente, je pensais qu'on était déjà morts. Comme quoi, on peut toujours aller plus bas. »

Membre du 5^e collège
du Conseil national des politiques
de lutte contre la pauvreté
et l'exclusion sociale, hiver 2023.

« Le point faible de la France reste le manque de mécanismes permettant aux gouvernés de peser réellement sur la décision publique. [...] Une participation sans effet ne répare pas la défiance politique : au contraire, elle l'aggrave. Ce blocage tient largement aux autorités politiques elles-mêmes. Partager le pouvoir, accepter l'incertitude de la délibération, ouvrir réellement la décision, cela suppose de renoncer à une part de pouvoir ; ce à quoi, précisément, elles résistent. »

Frédéric Gonthier, Nonna Mayer,
Le Monde, 25 avril 2026.

AVANT-PROPOS

Les gens savent qui ils sont et ce qui leur arrive. Lorsque la possibilité leur en est donnée, ils expriment ce qu'ils pensent et ressentent, et rien ne justifie de ne pas reconnaître la justesse de ces appréciations et opinions, que ce soit dans la science ou dans la politique. Les personnes qui parlent ainsi, massivement, et à travers des canaux démultipliés par Internet et les réseaux sociaux, ne se sentent pourtant ni écoutées, ni entendues. Cette expression ne trouve pas de débouché dans une véritable participation et le sentiment d'injustice qui en découle conduit alors à un état, objectif et subjectif, d'impuissance, qui contribue puissamment au mal-être de la société et à l'incapacité à se projeter positivement dans l'avenir. Or, sans cette capacité à se projeter, le présent se rétracte et se dérobe.

Faute de médiations institutionnelles et politiques adaptées à une société massivement éduquée, la volonté de vivre et de s'épanouir est niée. Le repli dans la colère et autres passions tristes devient alors inévitable. Ces colères, frustrations et ressentiments, il faut les écouter, tenter de leur donner sens et, pour ce faire, circonscrire le noyau de rationalité présent

dans le ressenti de la population, y compris au sein de ses parties les plus dominées, celles qui sont et se sentent les moins légitimes à prendre la parole. Ce changement de perspective en matière de connaissance, avec la reconnaissance de la valeur des savoirs expérientiels, est la première étape pour remédier à l'état d'impuissance collective dans lequel nous sommes, et au potentiel de régression sociale et politique auquel nous sommes confrontés.

Pour conjurer cette menace, il faut non seulement refonder le contrat social mais aussi la manière de le nouer, et repenser le statut des voix qui ont vocation à y contribuer, en symétrisant et en égalisant celles et ceux que la vie sociale ordinaire, les relations qui s'y nouent et les pouvoirs sociaux qui s'y exercent ne cessent de catégoriser et de hiérarchiser. Ce livre a pour objet de dessiner les termes de ce contrat, sous la triple modalité de la connaissance, de la méthode – participative – et du contenu de l'action publique. L'enjeu est de réfléchir aux médiations institutionnelles susceptibles de permettre de *démocratiser* une démocratie libérale vacillante dans ses fondements, pour la rendre à même d'écouter les voix. Cette écoute n'est pas une fin en soi : elle doit permettre de transformer les vies à partir des attentes de sécurité sociale et de dignité qui s'expriment dans la société. Cette transformation ne peut se faire, comme la tentation s'en fait sentir dans des pans entiers de la société, en cédant sur les valeurs d'égalité et de liberté, mais doit au contraire les renforcer par la prise en compte des atteintes, multiples, qu'elles subissent.

Il s'agit d'identifier les conditions d'une refondation de l'action publique qui se déploierait à partir des modes de vie, eux-mêmes conçus comme des agencements matériels et symboliques, des pratiques et des valeurs ancrées dans des relations et des lieux, des ressources et des histoires. Ces modes de vie ne cessent d'opposer une résistance à la rationalité réformatrice des gouvernants, y compris quand celle-ci est progressiste. La densité et l'épaisseur des modes de vie font apparaître, par contraste, à quel point le gouvernement actuel de la société est à courte vue, oublieux des dépendances, contraintes et nécessités vécues, et s'avère en conséquence inapte à produire un véritable changement, ou même à dessiner un horizon désirable, préalable indispensable au mouvement.

Même s'il s'appuie sans discontinuer sur des travaux attentifs à l'administration de la preuve de ce qu'ils avancent et à une réflexion sur la construction de la connaissance, ce livre n'est pas un ouvrage scientifique, et je ne saurais prétendre à une forme d'impartialité. Il comporte une part de convictions, forgées par la recherche, mais aussi dans le cadre d'engagements institutionnels, notamment à la présidence du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE), rattaché à Matignon, et dont le sens est profondément politique. Cette expérience de présidence d'un haut conseil placé à la croisée de l'expertise et du pouvoir m'a permis d'affiner, par une observation au plus près du personnel politique et de l'administration, une réflexion sur les potentialités et les impasses de l'action publique contemporaine.

Le CNLE est une instance unique en ce qu'il est composé de soixante-cinq personnes qui représentent la société civile organisée, les élus, associations, experts et partenaires sociaux, mais aussi, et presque pour moitié (trente-deux membres), des personnes ayant connu ou connaissant la pauvreté. Il a pour mandat d'éclairer le gouvernement sur les politiques ayant trait à la pauvreté et d'organiser une délibération avec ces différents collègues. Il travaille en petits groupes sur des sujets qu'il s'est lui-même donnés et qui ont été choisis parce qu'ils permettent d'améliorer la connaissance et l'action. Lors de ses réunions plénières trimestrielles, il organise la confrontation directe des puissants du jour, comme les membres du gouvernement, avec des représentants des catégories les plus modestes. Il permet ainsi la rencontre de celles et ceux qui prennent les décisions et de celles et ceux qui en sont directement affectés. Le CNLE se situe donc au plus près des épreuves que les personnes concernées ont vécues et qu'elles vivent encore¹, notamment dans leur relation complexe avec l'État. La participation de ses membres est pensée, idéalement, comme devant se déployer dans et par un cadre et un travail éminemment collectifs. La dynamique d'ensemble est celle d'une conversion des faits en normes, des constats en propositions, des indignations en solutions.

Cette expérience a achevé de convaincre le sociologue que je suis de la valeur de la parole « ordinaire », *a fortiori* lorsque celle-ci exprime la dureté, mais aussi

1. Pierre Rosanvallon, *Les Épreuves de la vie. Comprendre autrement les Français*, Paris, Seuil/Le Compte à rebours, 2021.

les fiertés, des existences populaires. Elle m’a donné à voir ce que peuvent apporter des connaissances dérobées par la honte, des savoirs qui ne se révèlent que dans l’affect, des capacités qui ne sont pas reconnues, qui sont niées ou tuées ; elle m’a permis de mesurer l’ampleur de l’illégitimité dont ces existences souffrent dans une société faite par et pour les vainqueurs de la compétition scolaire, économique et finalement sociale, et leur capacité à en inverser le cours¹. Cette parole, pour peu qu’elle soit écoutée, respectée (ce qui veut dire qu’elle ne doit pas être sacralisée, car ce serait une marque – inversée – de condescendance) et institutionnellement valorisée, révèle l’injustice que la société lui fait en la rejetant vers l’irrationalité, la confusion, et en la confrontant au mépris ou à la crainte qui naissent de la distance sociale et culturelle.

Elle recèle, pour qui veut bien l’entendre, un potentiel réformateur et émancipateur considérable, aussi inexploré qu’immédiatement mobilisable. En effet, même si les effets directs de la participation en termes de décision politique sont très limités, celle-ci, en tout cas telle qu’elle est pratiquée au CNLE, me semble permettre de penser une conception et une orientation de l’action publique susceptibles de contribuer à sortir de l’impasse démocratique actuelle. Expliciter, mettre en lumière une telle conception est l’objet de ce livre. L’ancrage dans une écoute structurée conduit à chercher à agir sur les modes de vie, individuels et

1. Miranda Fricker, *Epistemic Injustice : Power and the Ethics of Knowing*, Oxford, Oxford University Press, 2007, prolongé par Amandine Catala, *The Dynamics of Epistemic Injustice. Situating Epistemic Power and Agency*, Oxford, Oxford University Press, 2025.

Des vies volées

collectifs, dans leurs dimensions matérielles et symboliques.

De cette expérience éminemment collective, je souhaite tirer quelques leçons personnelles, au sens où je dois être tenu pour seul responsable des propos, opinions et omissions contenus dans ce livre. Parvenu au terme, toujours provisoire, d'un trajet visant à réinscrire une forme de justice sociale dans la pensée, mais aussi dans la forme et la finalité de l'action publique, ce livre est une prise de position, un *positionnement* dans une situation de péril objectif, qui implique à la fois le scientifique et le citoyen.

Paris – Genève, mai 2026.

INTRODUCTION

Nous vivons dans une société riche, qui s'avère pourtant incapable de satisfaire les besoins fondamentaux de ses membres : se nourrir, se loger, se soigner. Alors que la capacité à s'exprimer n'a jamais été aussi grande du fait de la massification éducative, la possibilité de voir son expérience, et les torts subis, reconnus comme de se construire un avenir fait l'objet d'une déprise croissante. L'ensemble social se révèle inapte à convertir les affects, pratiques et savoirs en maîtrise sur son destin et en action collective. Nous vivons dans une société diverse, qui ne sait pas reconnaître la richesse que cette diversité représente. Nous vivons dans une société réflexive, dotée d'instruments d'analyse et d'observation, mais qui ne parvient ni à faire sens de ces informations ni à offrir une perspective à la population. La somme des individus ne parvient pas, ou plus, à construire un projet collectif qui soit plus que la somme des parties ; la perception inverse, d'une mutilation des vies individuelles par la société, se répand. La médiation politique est bien sûr en cause, mais aussi, et plus fondamentalement, le type de connaissance qui est

autorisé à contribuer à la délibération, à la décision et à l'action publiques.

De ces décalages, de plus en plus manifestes, naît un sentiment de dépossession désormais largement partagé, qui va de pair avec celui d'une confiscation des capacités concrètes à agir dans et sur le monde social, à l'infléchir. Des pouvoirs économiques, politiques et plus largement sociaux, se plaçant aujourd'hui à l'échelle de la reconstitution d'empires technologiques ou militaires, menacent de confisquer le pouvoir sur les infrastructures les plus fondamentales de nos sociétés. La maîtrise de sa propre vie, individuelle et collective, apparaît comme largement hors de portée à de nombreuses personnes, même si toutes sont loin d'être égales face à cette déprise. Les réactions politiques comme le Brexit, l'élection, puis la réélection de Donald J. Trump à la présidence des États-Unis ou le succès non démenti du Front puis du Rassemblement national (RN) en France témoignent de cette aspiration à une reprise de contrôle, fût-ce sous une modalité excluante et illusoire.

Ce livre cherche à explorer la genèse et les formes, diverses et imbriquées, de ce sentiment diffus de dépossession. Son objet est de proposer une voie, celle d'un ancrage dans la sociologie et les sciences sociales, pour que les voix puissent être restituées à elles-mêmes, considérées pour les savoirs dont elles sont porteuses. Il s'agit d'envisager comment les parties de la population dont les vies sont volées par des manques criants dans les aspects les plus fondamentaux de l'existence pourraient se réapproprier le cours de leur existence, individuelle et collective. Il ne s'agit pas d'un exposé

Introduction

visant à la neutralité, mais d'une tentative de mise en cohérence des enjeux pour la connaissance, pour la participation démocratique et pour l'action publique de recherches et d'engagements conduits au cours des années passées.

* * *

Les formes de dépossession à l'œuvre sont diverses et se cumulent souvent. Cette catégorie désigne les processus sociaux par lesquels des individus et des groupes se trouvent privés de ressources, mais aussi de contrôle et de pouvoir sur leur propre vie. Être dépossédé, c'est voir la société interdire l'accès à, ou ôter les ressources qui permettent de maîtriser son corps, de contrôler sa vie quotidienne, d'élaborer des stratégies, d'agir avec un certain degré de liberté. L'économiste Amartya Sen parle de capacité ou de liberté concrète pour qualifier l'objectif normatif de la société ; l'anthropologue Arjun Appadurai parle de capacité à aspirer¹, pour souligner l'importance, pour la société, de construire les conditions de possibilité d'une projection dans l'avenir et d'une maîtrise de son destin individuel.

Dans une perspective de sociologie ou de sciences sociales comme dans certaines approches

1. Arjun Appadurai, « The Capacity to Aspire : Culture and the terms of recognition », in V. Rao et M. Walton (dir.), *Culture and Public Action*, Palo Alto, Stanford University Press, 2004, p. 59-84. Jean-Marc Bonvin, Bénédicte Zimmermann, « Capability to Aspire and Transformative Institutions : An introduction », *Journal of Human Development and Capabilities*, 25(4), p. 509-517.

philosophiques¹, c'est dans les relations sociales que la dépossession trouve son origine et c'est sur celles-ci que doit porter l'effort pour engager leur inversion, redonner du contrôle et du pouvoir sur l'existence individuelle et collective. Il ne saurait être question de mettre en cause des personnes, mais des processus dont résultent des asymétries. Il ne saurait non plus être question d'autre chose que de l'acquisition d'un certain degré de liberté ou d'autonomie car l'individu est, et reste, dépendant de la société, et ce depuis son plus jeune âge, pour l'acquisition de ses ressources comme pour les éléments plus symboliques de la construction de son identité.

Plus fondamentalement, l'individu n'est jamais séparé de la société, il n'en est jamais isolé, raison pour laquelle l'analyse se concentre sur les *relations* sociales qui définissent les places, rôles, affects, pensées – *relations* qui contraignent, mais qui rendent également possibles la vie et les formes d'épanouissement. La dépossession est ainsi le produit d'une relation sociale dont l'issue est défavorable : votre région d'origine vous est devenue inaccessible par l'augmentation du prix du foncier, le fruit de votre énergie et de votre travail est accaparé par des concepteurs d'algorithmes, votre culture ou vos références sont méprisées, ou, peut-être pire, appropriées, votre intimité est violée, votre dignité bafouée, votre intégrité physique ou psychique menacée, atteinte ou détruite par des processus qui impliquent l'économie, la hiérarchie culturelle et

1. Marie Garrau, *Politiques de la vulnérabilité*, Paris, CNRS Éditions, 2018.

Introduction

statutaire, mais aussi les relations qui vous assignent à un âge, à un genre, à une couleur de peau ou une origine, une situation de handicap ou une orientation sexuelle.

* * *

Dans un ouvrage précédent¹, j'avais souligné à quel point les capacités à se projeter dans l'avenir étaient socialement différenciées, et combien elles étaient dépendantes des ressources économiques, dont le patrimoine. Il faut aussi entendre la dépossession comme le produit de relations sociales diverses et cumulatives, faisant l'objet d'une forme d'appropriation sensible et subjective, la matérialité de l'existence sociale n'étant jamais dissociée des aspects plus symboliques qui se traduisent par un manque de reconnaissance ou de considération, voire de mépris.

La dépossession revêt en effet plusieurs dimensions. Je propose, par souci de clarté et sans établir de hiérarchies entre elles, de distinguer des formes de dépossession liées à la position de classe et aux rapports économiques et des formes de dépossession liées aux assignations identitaires (d'âge, de genre ou d'orientation sexuelle, de race ou de handicap)² qui s'enchevêtrent et s'imbriquent dans l'expérience, toujours singulière, qui en est faite. Cette terminologie

1. Nicolas Duvoux, *L'Avenir confisqué. Inégalités de temps vécu, classes sociales et patrimoine*, Paris, Puf, 2023.

2. Suivant la distinction établie dans Nicolas Duvoux, *Les inégalités sociales*, Paris, Puf, « Que sais-je ? », 2024 (rééd.).